



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 26 septembre 2024

Dans son dernier rapport, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a abaissé ses prévisions de croissance pour le Mexique, désormais estimée à 1,4 % en 2024 contre 2,2 % dans ses précédentes projections.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,4 %

Estimation du taux de croissance du PIB mexicain en 2024 selon l'OCDE

L'organisation internationale pointerait notamment un affaiblissement persistant de la demande intérieure, une perte de dynamisme du secteur des services ainsi que l'impact de la décélération de l'économie américaine. De plus, l'incertitude liée aux réformes constitutionnelles et la stagnation des investissements continuent de peser sur les perspectives économiques du pays.

En outre, l'OCDE aurait souligné que le prochain gouvernement devra faire face à un défi de taille : mettre en place une stratégie de consolidation budgétaire pour réduire le déficit public historique laissé par l'administration sortante. Ce contexte, combiné à des politiques monétaires restrictives, pourrait accentuer le ralentissement économique du pays en 2025, avec une croissance prévue à seulement 1,2 %.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

D'après l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation se serait modérée au cours des quinze premiers jours de septembre, atteignant **4,66 % g.a.** L'inflation sous-jacente, qui s'est élevée à 3,95 %, a continué sa trajectoire descendante, notamment grâce à un ralentissement de l'augmentation des prix des services. L'inflation non sous-jacente s'est également modérée à 6,73 % g.a. grâce à la décélération des prix des produits agricoles (6,50 % g.a. contre 9,45 % en août). Dans ce contexte de ralentissement de l'inflation pour la quatrième quinzaine consécutive, le consensus de marché prévoit une baisse des taux d'intérêt directeurs de 25 points de base lors de la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale (Banxico).

Microsoft a dévoilé un plan d'investissement de 1,3 Md USD au Mexique pour les trois prochaines années, visant à stimuler les secteurs de l'intelligence artificielle (IA) et du cloud. Cet investissement s'inscrit dans le cadre de l'initiative « *National Artificial Intelligence Skills Initiative* », et a pour objectif d'améliorer les infrastructures et de promouvoir les compétences en matière d'IA, grâce à la formation de 5 M de personnes notamment. L'investissement visera en outre à améliorer la connectivité et à stimuler l'adoption de l'IA par les petites et moyennes entreprises afin d'accélérer leur transformation numérique. Suite à cette annonce, la Bourse mexicaine a enregistré un rebond de 2,45 % le mardi 24 septembre, son gain le plus important depuis le 4 juin.

Le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine Donald Trump se serait déclaré favorable à l'instauration d'un droit de douane de 100 % sur toutes les voitures entrant aux États-Unis via la frontière avec le Mexique dans le cas de sa réélection. Cette mesure viserait à inciter les constructeurs automobiles étrangers, notamment allemands, à délocaliser leur production aux États-Unis, où ils pourraient bénéficier d'incitations fiscales, de faibles impôts et de zones spéciales pour la fabrication sur des terrains fédéraux. Donald Trump aurait précisé que seules les entreprises fabriquant directement aux États-Unis et employant des travailleurs américains échapperaient à cette taxation. Cette proposition s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer le secteur manufacturier national, avec la promesse d'exonérations fiscales pour les coûts de recherche et d'amortissement de la machinerie.

Finances publiques

Selon le Service de l'administration fiscale (SAT), le Mexique aurait atteint un record historique de recouvrement d'impôts auprès des grandes entreprises en 2024, avec un total de 21,6 Mds USD collectés entre janvier et août. Ce

montant résulterait des audits fiscaux menés dans le cadre de la politique fiscale stricte de l'administration du président Andrés Manuel López Obrador. Au cours des six années de son mandat, le recouvrement d'impôts par ces audits s'élèverait à 72,7 Mds USD, marquant une augmentation de 112 % par rapport à l'administration précédente d'Enrique Peña Nieto. Cette politique de fiscalisation intensive, axée sur les grandes entreprises, a été l'un des piliers majeurs du programme économique de l'actuel gouvernement, permettant de renforcer significativement les recettes publiques.

L'entreprise nationale pétrolière (PEMEX) aurait enregistré des pertes à hauteur de 61 Mds USD au cours du mandat du Président AMLO. Le soutien économique à PEMEX qui était une priorité du président se serait élevé à 107 Mds USD sur les six ans de mandat, ce qui représente 6,1 % du PIB du pays et est 4,5 fois plus élevé que pendant le sexennat précédent. La dette de PEMEX se serait réduite de 5,5 % par rapport à 2019, mais la compagnie pétrolière mexicaine reste la plus endettée du monde. En outre, au cours des cinq prochaines années PEMEX devrait rembourser ou refinancer environ la moitié de sa dette de sorte que les pressions sur les finances de l'entreprise pétrolière ne devraient pas s'atténuer. Les problèmes opérationnels ne sont pas en reste puisque la production pétrolière de PEMEX s'est élevée en moyenne à 1,52 M de barils par jour, soit une réduction de 9,4 % par rapport au début du sexennat. Parallèlement la production des compagnies pétrolière privées a augmenté. Au début du mandat du Président AMLO, elles contribuaient à hauteur de 2 % à la production totale, tandis qu'à la fin de ses six ans de mandat, leur part s'élèverait désormais à 6,5 %.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	11/09/2024
Bourse (IPC)	1,58%	4,08%	53590,52 points
Change MXN/USD	1,87%	15,69%	19,63
Change MXN/EUR	2,56%	17,03%	22,05
Prix du baril mexicain	0,17%	-2,85%	65,72

Amérique centrale

Régional

Le Nicaragua et El Salvador seraient sur la liste noire des États-Unis pour manque de transparence fiscale. Le département d'État américain a publié le rapport sur la transparence fiscale 2024, qui vise à promouvoir la transparence fiscale dans le monde, considérée comme un élément essentiel de la stabilité économique mondiale. Le département d'État a conclu que 68 des 139 gouvernements évalués, dont El Salvador et le Nicaragua, ne respectaient pas les exigences minimales en matière de transparence fiscale, ce qui signifie qu'ils auront plus de difficultés à recevoir une aide de la part des États-Unis.

Costa Rica

La Banque Centrale du Costa Rica (BCCR) a baissé son taux directeur de 0,5 points de pourcentage, le portant à 4,25 %. Dans son communiqué du 19 septembre, elle indique également ajuster ses prévisions concernant l'inflation, reportant la prévision de retour dans la fourchette cible (3,0 % + /- 1,0 pp) au troisième trimestre de 2025 compte tenu de facteurs tendant à la modération des prix. L'inflation serait de 0,3 % en août, affichant une valeur positive pour le deuxième mois consécutif alors qu'elle était en territoire négatif depuis 13

mois. Le comportement des prix internationaux des matières premières, notamment du pétrole, dont les valeurs auraient été inférieures à celles observées au cours des mois précédents, sont largement responsables de la situation. BCCR pointe cependant les risques qui pourraient stimuler l'accélération de l'inflation : les risques relatifs aux conflits géopolitiques, aux phénomènes météorologiques défavorables et aux mesures restrictives qui affectent la production internationale.

Moody's a relevé la note souveraine du Costa Rica de B1 à Ba3 avec une perspective positive, saluant une amélioration du profil budgétaire du pays.

Cela aurait été rendu possible grâce à une meilleure gestion de la dette publique, à la baisse des coûts d'emprunt ainsi qu'à une croissance économique qui serait plus forte que prévue. La dette représenterait 59,4% du PIB en juillet, soit 1,7 points de pourcentage (pp) de moins que fin 2023. Les points noirs restent le coût de la charge d'intérêts qui reste élevé et la faiblesse de la collecte des impôts. La perspective positive se justifie selon l'agence par les prévisions d'une poursuite de la baisse des coûts d'emprunt, d'une croissance économique plus forte grâce à l'augmentation des IDE, et l'approbation éventuelle d'une réforme constitutionnelle permettant l'assouplissement des règles d'émission de la dette extérieure.

El Salvador

Le président Bukele aurait promis un budget sans dette pour 2025. Le chef d'Etat a annoncé le 15 septembre que le pays ne dépensera pas plus qu'il ne produit annuellement, ni n'empruntera d'argent pour payer les intérêts des dettes dont il aurait hérité. Ce message serait destiné aux multilatéraux et aux agences de notation, en particulier au FMI, avec lequel le gouvernement négocie un accord pour un programme économique de 1,3 Md USD depuis 2021. Le projet de budget sera présenté à l'Assemblée Législative le 30 septembre.

Les envois de fonds (remesas) dans les portefeuilles de crypto-monnaies auraient diminué de plus de 5,6 % g.a. aux sept premiers mois de 2024. Les chiffres de la Banque Centrale de Reserve indiquent que les envois de fonds via des crypto-monnaies reçus entre janvier et juillet 2024 ont atteint 49,67 M USD, contre 53,14 M USD en 2023. Ces entrées ne représentent que 1,04 % du total des 4,7 Mds USD enregistrés pour l'ensemble des envois de fonds salvadoriens au cours des sept premiers mois de l'année.

Guatemala

Le projet de budget 2025 ferait débat au Congrès, au regard de l'émission d'une dette obligataire de 3,2 Mds USD. Pour rappel, le projet de budget 2025 s'élève à 19,2 Mds USD, soit une hausse d'environ 20% par rapport à 2024. Les

sources de financement proposées pour le budget seraient 14 Mds USD de recettes courantes, ainsi que 4,2 Mds USD de sources financières (dont la dette obligataire) et 4,2 Mds USD de recettes en capital.

L'abrogation de l'impôt de solidarité (ISO) pourrait entraîner une perte de recettes fiscales allant jusqu'à 1,5 Mds USD entre 2025 et 2030. Selon les analyses du ministère des Finances (Minfin) et de la Surintendance de l'administration fiscale (SAT), l'élimination progressive de l'ISO, telle que proposée dans un projet de loi en discussion au Congrès, entraînerait un ajustement à la hausse du taux de l'impôt sur le revenu (ISR) pour compenser la réduction des recettes. Pour atténuer ces pertes, il serait nécessaire d'augmenter les taux de l'ISR. La SAT et le Minfin demandent au Congrès une analyse plus approfondie avant de prendre une décision, car l'ISO représente 7,6 % des recettes en 2023 et constitue une source importante de liquidités pour le budget public.

Dans le cadre du 19e Congrès Industriel de la Chambre de Commerce et d'Industrie Guatémaltèque (CIG), le secteur privé aurait incité le gouvernement à adopter une législation favorisant les investissements. Lors de ce Congrès, se sont réunis le président Arévalo, les autorités municipales, le corps diplomatique et des chefs d'entreprise. Selon le président, le modèle routier a expiré, les ports et les aéroports doivent être agrandis et modernisés, le retard historique en matière d'investissement dans les infrastructures freinant la croissance économique du pays. Cette ligne fut partagée par le milieu des affaires réuni, qui a avancé l'obsolescence des modèles de développement du pays, malgré un grand potentiel industriel. Dans les chiffres présentés, la CIG a indiqué qu'au cours des trois dernières années, le secteur industriel a enregistré une croissance moyenne de plus de 5 % par an, au-delà de la croissance du PIB (3,5 %) et de la croissance industrielle moyenne en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Honduras

S&P abaisse la perspective de la note du Honduras à négative. L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé la perspective de stable à négative, tout en maintenant la note BB-/B pour la dette souveraine du Honduras. L'agence justifie cette baisse par la réduction de la flexibilité monétaire du gouvernement. Le rapport de S&P souligne également la baisse des réserves internationales et du crédit, et les pertes continues de la Compagnie nationale d'électricité (ENEE). Pour améliorer cette note, l'agence préconise des progrès dans les politiques monétaires et de change qui génèreraient des financements extérieurs supplémentaires de la part des créanciers officiels et commerciaux.

Le déficit du commerce extérieur du Honduras aurait augmenté de 14,7 % g.a. entre janvier et juillet 2024. Selon la Banque centrale (BCH) le déficit a atteint 4,6 Mds USD, en raison d'une baisse des exportations de 4,4 % g.a. sur la

période, atteignant 6,7 Mds USD, en raison de la baisse des ventes extérieures de café, d'huile de palme brute et de bananes, ainsi que des produits de l'industrie textile (maquilas). Parallèlement, les importations ont augmenté de 2,6 % g.a. pour atteindre 11,4 Mds USD, en raison de la croissance de 2,3 % des achats de marchandises générales, principalement du matériel de transport, des aliments, des boissons et des carburants, ainsi que des intrants pour les maquiladoras.

La Cour suprême aurait déclaré la loi autorisant la création de zones économiques spéciales inconstitutionnelle. Un petit nombre de ces zones exemptes de lois et d'impôts nationaux, connues sous le nom de ZEDE, fonctionnent au Honduras après avoir obtenu des concessions de 50 ans, notamment de villes dites émergentes cherchant à stimuler l'investissement et l'emploi tout en bénéficiant d'une grande autonomie en matière de gestion. La loi les autorisant avait été adoptée il y a dix ans, mais la présidente Castro a demandé l'abolition des zones semi-autonomes, qu'elle considère comme une atteinte à la souveraineté nationale.

Nicaragua

Le Nicaragua aurait signé un emprunt de 9,1 M USD auprès de la Biélorussie. Ce montant correspond à deux accords de crédit individuels signés le 18 juillet pour financer l'acquisition de 100 machines destinées à la construction et à l'entretien des routes dans tout le pays.

Les flux migratoires réguliers des Nicaraguayens vers le Costa Rica ont augmenté de 9 % g.a. entre janvier et août 2024. Selon un rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la mobilité des Nicaraguayens vers le Costa Rica est une tendance constante en Amérique centrale, qui s'intensifie en raison de facteurs politiques, économiques et sociaux. Selon les chiffres présentés dans le rapport, 370 377 mouvements réguliers de ressortissants nicaraguayens ont été enregistrés (53 % à l'arrivée, 47 % au départ).

Panama

A l'occasion du Forum des Investisseurs Latinex, le ministre de l'Économie et des Finances, Felipe Chapman, aurait annoncé vouloir s'orienter vers une politique d'austérité budgétaire pour 2025, avec l'objectif d'augmenter les recettes et de maîtriser les dépenses publiques. En août 2024, les recettes courantes cumulées seraient inférieures de 779 M USD par rapport aux prévisions budgétaires. Une réforme de la loi fixant le plafond du déficit budgétaire à 2 % en 2024 serait à l'étude alors que le déficit dépasserait les 4% en 2024 selon le ministre. La dette atteindrait en outre 51,86 Mds USD fin juillet. La maîtrise des finances publiques est une priorité du nouveau gouvernement,

alors que l'endettement cumulé envers ses entreprises fournisseurs, bien qu'en baisse, s'élèverait encore à plus de 877 M USD en juillet. Le gouvernement a annoncé avoir approuvé le décaissement de plus de 586,6 M USD pour payer ces dettes.

Le Président Mulino a inauguré le début des travaux de la section souterraine de la ligne 3 du métro de Panama (sous le Canal de Panama). Le génie civil serait actuellement réalisé à 63 % et la ligne dans sa totalité pourrait être opérationnelle au second trimestre 2027 selon le Président. La longueur de la ligne, construite par un consortium coréen avec du matériel roulant Hitachi, est de 25 km avec une partie souterraine de 6 km dont 4,5 km sous le Canal, et un viaduc surélevé de Panama Pacifico à la station Ciudad del Futuro. C'est un projet clé du gouvernement Mulino dont le coût dépasserait les 2,8 Mds USD et qui générerait 5000 emplois. A terme, la ligne 3 pourrait transporter 160 000 passagers par jour.

Selon un rapport du Bureau du Contrôleur général de la République, la masse salariale de l'État aurait été réduite de 3 471 fonctionnaires en juillet. Selon l'agence de notation Fitch Ratings, l'augmentation continue du nombre de fonctionnaires et son coût élevé durant l'administration précédente aurait été l'un des déclencheurs de l'affaiblissement du profil budgétaire du pays, la conduisant à retirer l'*investment grade* en mars dernier. En effet, entre juillet 2019 et juin 2024, plus de 24 000 fonctionnaires auraient été recrutés, la masse salariale totale atteignant plus de 262 000 personnes à la fin du mandat de Laurentino Cortizo. Les salaires cumulés versés par l'État entre janvier et juillet 2024 auraient atteint 2,99 Mds USD, dépassant les 2,87 Mds USD pour la même période l'année dernière.

Caraïbes

Jamaïque

La Banque de développement de la Jamaïque (DBJ) et la Société financière internationale (SFI/IFC – Groupe Banque mondiale) ont récemment signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) afin de collaborer sur des initiatives de promotion du financement bleu-vert¹ en Jamaïque. Selon le FMI, le dérèglement climatique ayant un impact particulièrement significatif dans la région des Caraïbes, il est essentiel d'accélérer les investissements du secteur privé dans des projets visant à renforcer la résilience climatique. Les besoins d'investissement pour l'adaptation de la région seraient estimés à 100 Mds USD, ce qui représenterait environ un tiers du PIB de la région. Ce protocole d'accord

¹ Le financement bleu-vert fait référence à des mécanismes financiers visant à soutenir des initiatives écologiques, liées à la préservation des ressources marines (bleu) et terrestres (vert).

avec la SFI, qui fait suite à la récente accréditation de la DBJ par le Fonds vert pour le climat, positionnerait la banque comme un leader du financement climatique dans la région.

Cuba

Les autorités cubaines souhaitent atteindre un objectif de 3 M de touristes en 2024. A ce stade, les chiffres publiés par l'ONEI sont plutôt décevants. Fin août, Cuba estime avoir reçu 1,6 M de touristes, soit 3,5 % de moins qu'à la même période de l'année dernière. Même s'il reste de loin les premiers, le nombre de touristes canadiens est en baisse (665 871, soit 1,5% de moins par rapport à 2023). Le nombre de touristes russes a quant à lui, augmenté (132 935, soit environ 23%). A cela s'ajoute une diminution de l'arrivée de cubains résidents à l'extérieur de l'île. Sans un regain du tourisme sur les derniers mois de 2024, il sera difficile d'attendre les 2,4 M de touriste arrivés en 2023.

Dominique

La Dominique aurait signé un accord de prêt de 41 M USD avec le Fonds saoudien pour le développement afin de moderniser sa capitale, Roseau. Le prêt devrait permettre d'améliorer les connections routières et le trafic routier, de développer les infrastructures commerciales et résidentielles, et de soutenir le secteur du tourisme. Cet accord fait partie du «*Roseau Enhancement Project* », une initiative clef du gouvernement pour améliorer les infrastructures de la capitale et favoriser son développement socio-économique.

République Dominicaine

Le budget pour l'année 2025 sera de 1,484 Mds de DOP, soit 25 Mds USD. Le gouvernement indique que le déficit sera de 3,1 % du PIB, soit le même pourcentage qu'en 2024, les recettes n'atteignant que 1,233 Mds DOP (20 Mds USD). Parmi les allocations prioritaires, mentionnons les programmes sociaux, les subventions au secteur électrique et aux carburants. Parmi les grands projets d'infrastructures, est cité le monorail de Santiago (24 Mds DOP soit 400 M USD, construit par Alstom). Ce projet de budget 2025 a été approuvé en Conseil des ministres le 19 septembre, présidé par le président Luis Abinader. Il sera déposé au plus tard le 1er octobre au Congrès national, où il devra être approuvé par les deux chambres, avant que le président Luis Abinader ne le signe. Ce budget sera par ailleurs le premier stipulé par la loi sur la responsabilité fiscale, approuvée cette année par le pouvoir exécutif, qui établit un plafond et vise à assurer l'investissement des ressources de manière disciplinée.

Trinité-et-Tobago

Le projet d’agrandissement de l’aéroport ANR Robinson de Tobago devrait être achevé début 2025 selon le Premier ministre. Le projet, géré par la National Infrastructure Development Company Ltd., a débuté en 2020. Actuellement, le projet serait achevé à hauteur de 74 %. Il est mis en œuvre par China Railway Construction pour un coût estimé à environ 1,2 milliard USD.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

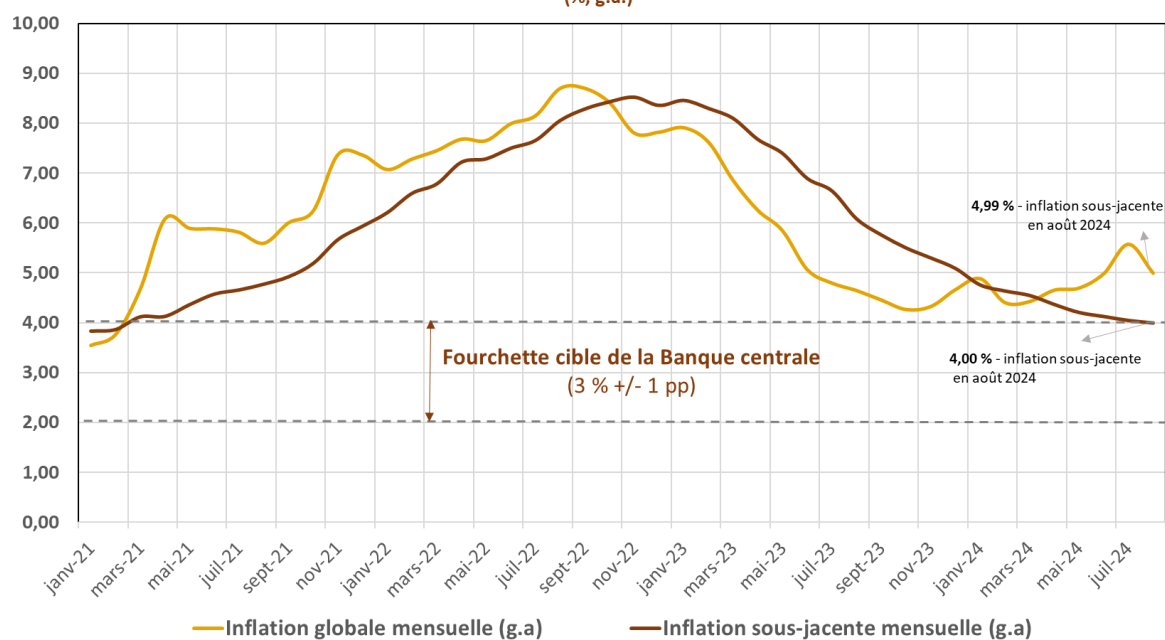
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,25 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00%
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00%
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,75%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,75%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

– Annexe Graphique Mexique –

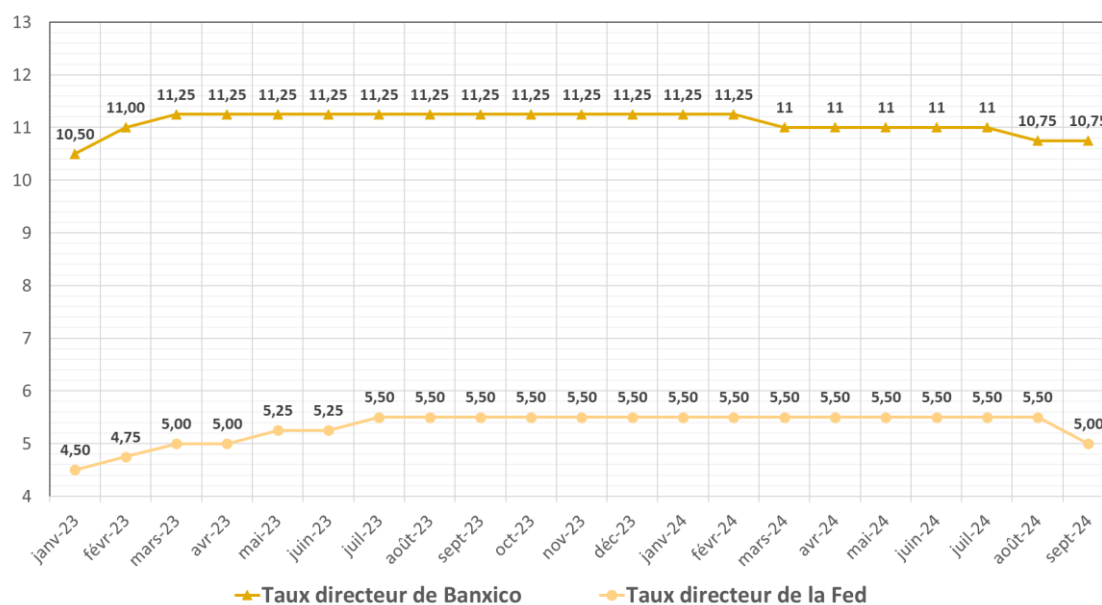
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



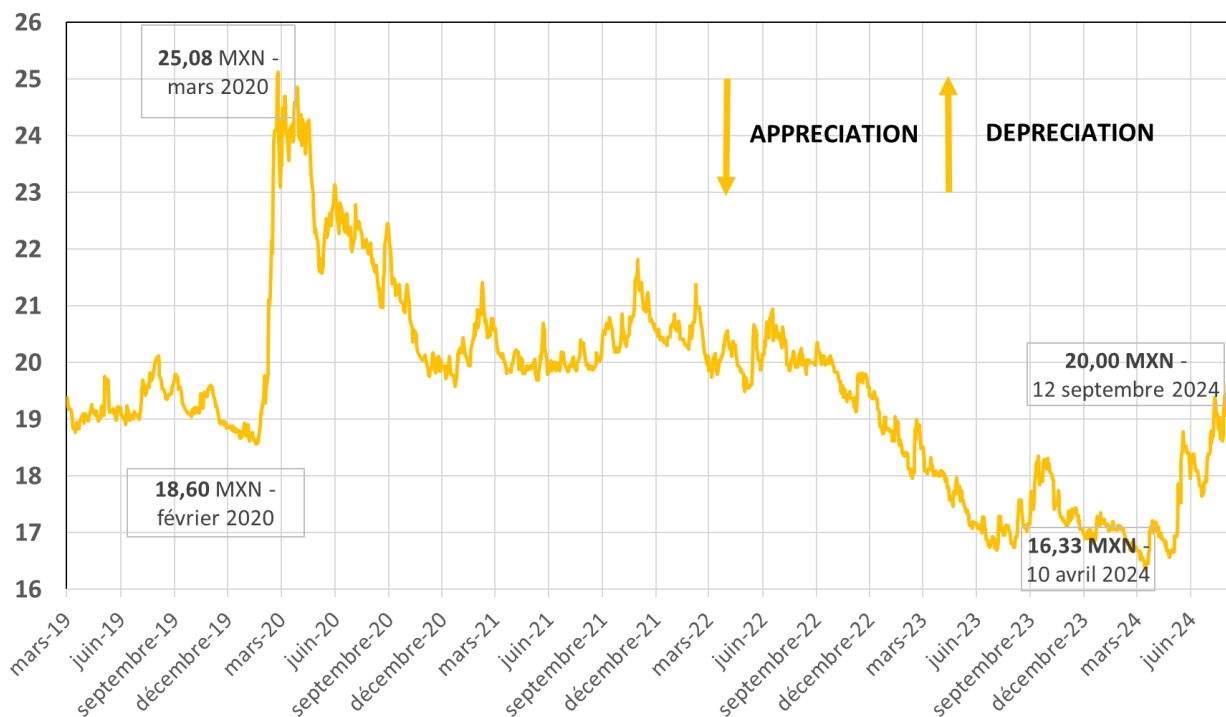
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,75	5,00	575

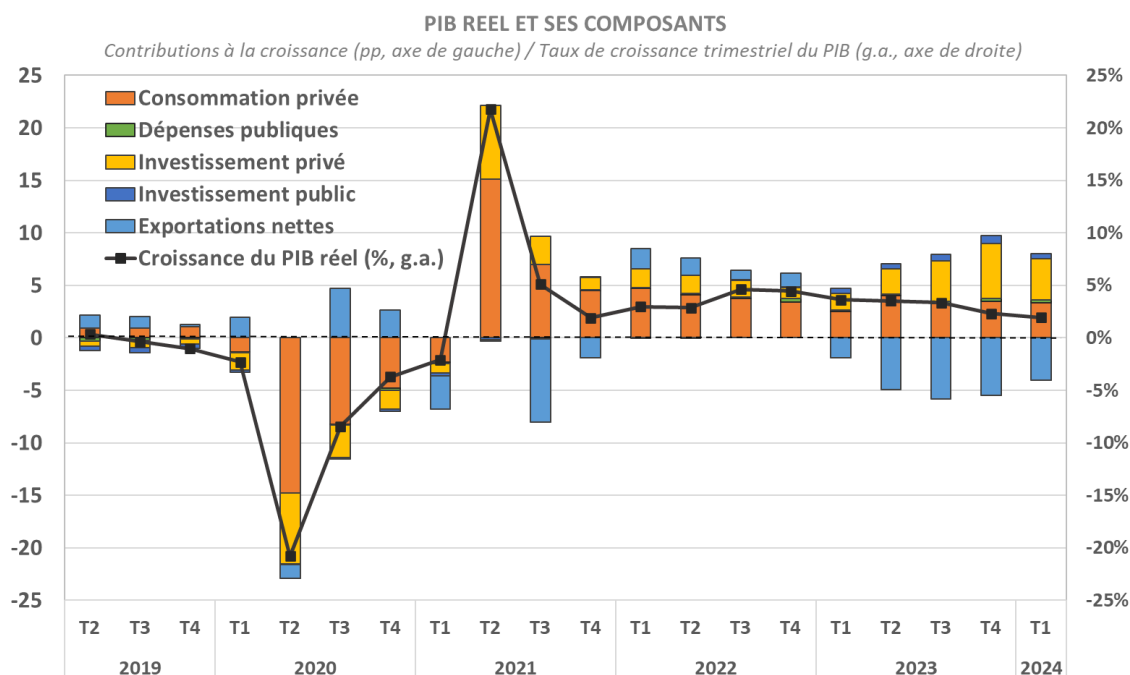
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

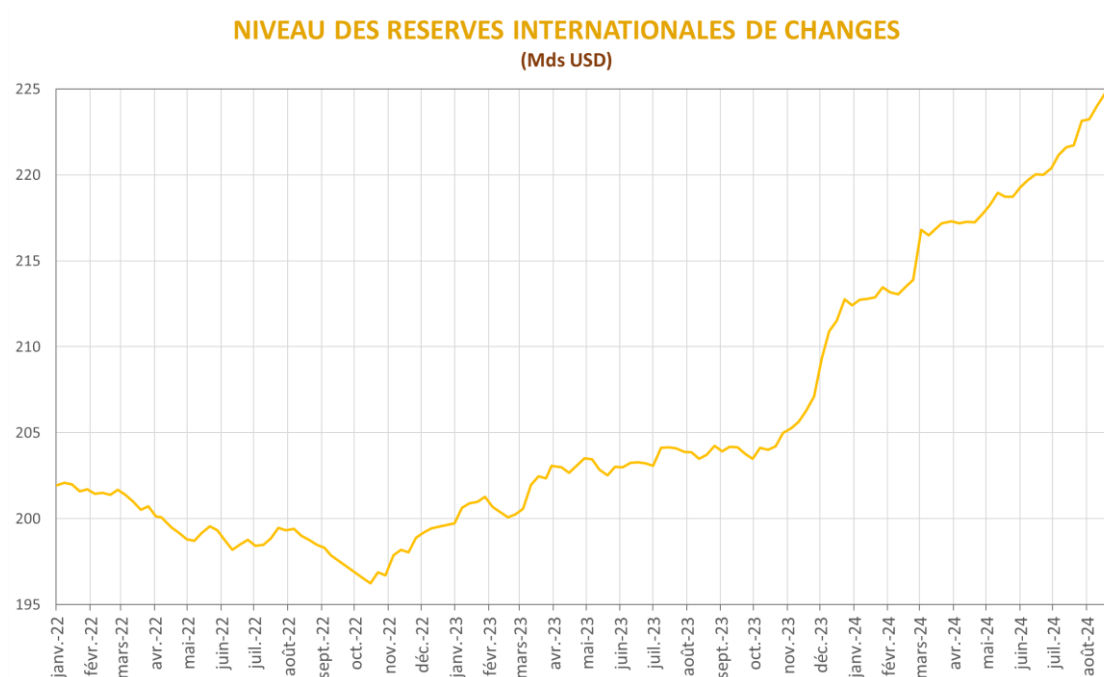
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr